Compte-rendu de la séance plénière du lundi 5 mars 2007
Ecole primaire – 109/111 avenue Parmentier

Président de séance : Maïté Errecart, adjointe au maire du 11^{ème} arrondissement chargée des conseils de quartier.

Elus : Jean-Marie Barrault et Hervé Morel adjoints au Maire du XI^{ème} arrondissement chargés des Conseils de Quartier
Danièle Hoffman-Rispal, députée.

Conseillers de quartier présents : Louis Aumont, Michel Castan, Arlette Forte, Mercédès Lebeau, Marc Claramunt, Marie-Antoinette Mouchette, Thérèse Tranchessec-Charvin, Ambroise Solomon, Sheila Steuermann, Jean Tarade, Michel Zug, Pascal Buguet, Emmanuel Chansou, Henri Cuchet, Jean-Pierre Floret, Catherine Habib, Florence Jamay, Ahmed Mdaghri, Francis Duran-Franzini, Lucienne Gérard.

Conseillers excusés : Dominique Dernier, Danielle Guillier, Hélène Alessandrini, Jean Tarade, Philippe Lapôtre, Jacques Pailhes.

ORDRE DU JOUR

I/ Renouvellement partiel des membres du conseil de quartier : nomination par tirage au sort de titulaires et de suppléants

II/ Vie du conseil de quartier :

- 1- Commission *Solidarité-Exclusion* - intervenante : Thérèse TRANCHESSEC-CHARVIN
- 2- Commission *Animation* - intervenant : Lakhdar BENTLILI
- 3- Commission *Développement Economique-Urbanisme* : intervenante : Catherine HABIB
- 4- Commission *Jardin Truillot* : intervenant : Emmanuel CHANSOU
- 5- Commission *Cadre de vie* - intervenant : Louis AUMONT
- 6- Budget : propositions, débats et décisions sur les investissements du conseil de quartier

III/ Echanges entre le public et les conseillers de quartier

IV/ Informations diverses

Maïté Errecart, adjointe au maire du 11^{ème} arrondissement chargée des conseils de quartier, souhaite la bienvenue à tout le monde. Elle présente Hervé Morel et Jean-Marie Barrault, autres élus en charge des conseils de quartier.

Louis Aumont, secrétaire du bureau du conseil de quartier, explique que la nouvelle disposition de la salle de la réunion permet une plus grande convivialité entre les conseillers de quartier et le public. Les conseillers souhaitent accorder le plus de temps de parole possible au public pour favoriser les échanges avec les conseillers. Il présente l'ordre du jour.

I/ Renouveau partiel des membres du conseil de quartier

Laure Berthinier, Directrice Générale adjointe des services de la mairie du XIème, procède au renouvellement. Comme le règlement le prévoit, il s'agit de remplacer les membres titulaires défaillants par leurs suppléants. La parité est respectée.

Mme Françoise Ourlac-Vieux, Mme Danielle Guillier et M. Christophe Daussy, conseillers de quartier suppléants deviennent titulaires.

Mme Christine Poirier, Mme Fabienne Menjuq et M. Alain Rozenkier sont nommés suppléants de ce même collège, en remplacement de ces nominations.

Deux personnes supplémentaires sont tirées au sort au cas où ces derniers ne voudraient plus être candidats.

Mme Nicole Elbaz est nommée conseillère titulaire du collège « représentatif » du conseil de quartier (nommée par le conseil d'arrondissement sur proposition des groupes politiques et parmi les représentants de la vie associative).

Louis Aumont souhaite la bienvenue aux conseillers élus. Il explique par ailleurs que Stéphane Amour veillera au respect des temps de parole de chacun.

Stéphane Amour explique que les habitants auront la parole après la présentation des travaux des commissions.

II/ Vie du conseil de quartier :

1. Commission Solidarité-Exclusion

Thérèse Tranchessec-Charvin, responsable de la commission, explique que ce groupe travaille sur un projet de consigne pour les sans-logis. Ceux-ci pourraient laisser pour un temps donné des bagages dans un espace clos.

Des structures comme celle-ci existent déjà. Celle du quartier des halles (1er arrondissement) a ouvert le 5 mars 2007 avec 70 bénévoles et s'étale sur 150m². Elle a été portée par l'association *Mains libres* et conçue dans un esprit de partenariat et de solidarité entre les ADF (personnes à domicile fixe) et les SDF, les associations oeuvrant pour les sans-logis et les habitants.

Un projet est en cours dans le XIème arrondissement, dans les bains douches rue Oberkampf. Il serait destiné aux personnes qui travaillent et ne peuvent s'encombrer toute la journée avec leurs bagages. Une salle du premier étage serait aménagée et mise à disposition par la mairie du XIème arrondissement. Elle pourrait accueillir 30 casiers. Chaque conseil de quartier pourrait participer à ce projet à hauteur de 1 500€ par conseil (6 000€ en tout).

Thérèse Tranchessec-Charvin fait appel à toutes les associations, tous les habitants qui voudraient s'impliquer dans ce projet à se manifester auprès de la commission et/ou écrire à pausebags@free.fr.

Jean-Pierre Floret, conseiller de quartier, demande si ce ne sont que des bénévoles qui vont tenir la consigne. Cela pourrait être un service public avec un ou plusieurs employé(s).

Thérèse Tranchessec répond qu'il serait en effet souhaitable d'obtenir un mi-temps.

Elle explique par ailleurs que l'autre projet de la commission, la « Cuisine de quartier », concerne l'organisation de repas, conçus entre des SDF et les autres habitants. Une trentaine de convives

pourraient y être associés lors d'un repas, une fois par mois. Une adresse Internet est dédiée au projet : cuisinonsensemble@yahoo.fr.

Michel Castan, conseiller de quartier, demande où se tiendrait la « cuisine de quartier ».

Thérèse Tranchessec répond que la commission cherche un local pour ce projet. Il est possible que cela ait lieu au centre social Le Picoulet, rue de la Fontaine au Roi. Ce repas pourrait être organisé une fois par mois.

Un habitant souligne la nécessaire organisation d'un tel événement.

2. Commission *Animation*

Stéphane Amour revient sur l'organisation par le conseil de quartier d'un brunch le 20 janvier 2007 au gymnase Cour des Lions qui s'est très bien déroulée.

D'autres projets seront portés par la commission : un repas de quartier dans le cadre de la Fête des voisins en mai, une visite de quartier autour du commissaire Maigret le 10 juin et une autre plus historique.

D'autres suggestions pourront alimenter ces projets.

Henri Colomb, secrétaire du bureau du conseil de quartier Léon Blum / Folie Régnault, demande quand aura lieu l'inauguration de la Maison des associations, rue du général Renault.

Maïté Errecart répond que le Comité d'Initiative et de Consultation d'Arrondissement se penchera sur le fonctionnement de la maison lors de sa réunion du 20 mars prochain. Celle-ci ouvrira ses portes le 3 avril. Les conseillers de quartier seront informés de l'inauguration.

3. Commission *Jardin Truillot*

Mme Annie Allain, habitante investie dans le projet, explique qu'un projet de jardin partagé est né entre le conseil de quartier et les habitants. Une association a été créée pour la gestion de cet espace. A l'heure actuelle, le terrain concerné doit accueillir un projet de crèche et de logements. En attendant, le jardin pourrait y prendre place temporairement. Ce projet est soutenu par la Cellule Main Verte de la Direction des Parcs, Jardins et Espaces Verts de la ville de Paris ainsi que par la mairie du XI^{ème} arrondissement. Il reste des problèmes de pollution du sol et d'autorisation pour l'occupation du site. La commission espère que le jardin sortira de terre au printemps 2007.

4. Commission *Développement Economique-Urbanisme*

Catherine Habib, responsable de la commission, explique que la ville de Paris a racheté les locaux situés au 6 rue de la Folie Méricourt. La gardienne de cet immeuble a reçu un courrier du 24 novembre 2006 de la Direction du Logement et de l'Habitat (DLH) de la ville de Paris lui informant que son Contrat à Durée Indéterminée allait devenir à durée déterminée. Elle pourrait même être licenciée dans les six mois. Des contacts ont été pris avec la DLH pour trouver une solution : la gardienne gardera finalement son poste.

D'autre part, la commission souhaite faire partie du Groupe de travail local de la SEMAEST (Société d'Economie Mixte d'Aménagement de l'Est Parisien). Elle présente un vœu (annexe 1).

Jean Tarade, conseiller de quartier, affirme que les habitants ne sont pas au courant des rachats de locaux par la SEMAEST et de leur suivi (destination). C'est le cas du 7 rue de la Folie Méricourt. La SEMAEST devrait accepter la commission dans son groupe de travail pour qu'elle informe les habitants via le conseil de quartier.

Henri Cuchet, conseiller de quartier, précise que le micro-quartier Ternaux-Jacquart est une extension du domaine classé « Politique de la ville » autour de la Fontaine au Roi. Cet îlot est en effet dense, avec peu de voies de desserte intérieure. Un inventaire de l'habitat et des activités a été réalisé et le conseil de quartier n'en n'a pas été destinataire.

Maïté Errecart répond que cette étude sera transmise. La responsable de l'action sur le quartier était intervenue dans le conseil de quartier il y a trois ans. Il serait possible de réitérer cette intervention. Elle explique que la SEMAEST a accompli un bon travail en rachetant 5 000m² de locaux dans l'arrondissement. Ses moyens de communication restent pourtant limités.

Louis Aumont soumet aux voix le vœu relatif à la participation du conseil de quartier au groupe de travail local de la SEMAEST, qui est adopté à l'unanimité.

5. Commission *Cadre de vie*

Louis Aumont, responsable de la commission, explique que celle-ci a notamment travaillé sur les nuisances sonores, avec l'appui d'Yves Auneau, habitant du quartier.

Yves Auneau explique que le bruit est une préoccupation récurrente du conseil de quartier. A travers un travail de recherche sur la législation, l'idée est de voir comment le conseil de quartier et la commission peuvent s'insérer et agir.

La loi sur le bruit date de 1992 se place comme un texte global dans l'approche du bruit.

Pour les citoyens victimes du bruit cette loi simplifie la constatation des infractions liées au bruit. Il n'y a pas de nécessité de mesures acoustiques pour la détermination de la faute ; elle propose une définition simplifiée (un trouble excédant les inconvénients normaux du voisinage) et renforce les sanctions judiciaires et administratives, les modalités de contrôles et de surveillances.

Yves Auneau précise que la loi sur le bruit distingue les bruits de comportement (bruits des personnes, fêtes, animation, bricolage), des bruits de voisinage (lieux musicaux, activités économiques, sportives, etc.)

Il précise que trois phases d'intervention sont possibles :

- la phase amiable par exemple : *Une personne victime de nuisances sonores peut recourir à une procédure amiable dans un premier temps, c'est à dire informer les voisins de la gêne qu'ils provoquent.* Mais si après la visite au voisin il apparaît que son comportement n'a pas changé, il faut faire appel à un tiers. C'est la médiation directe. Si cette dernière n'aboutit pas alors écrire une lettre simple pour relancer sur le sujet puis au terme d'une période de quinze jours une lettre recommandée avec AR.

- la phase administrative : *Si cette phase n'aboutit pas, il faudra recourir au conciliateur en mairie qui va proposer un compromis respectant les intérêts de chacune des parties.* Si un accord est obtenu il y a alors un dépôt auprès du tribunal d'instance. A défaut du respect de l'accord le conciliateur peut déclencher l'action judiciaire en demandant au juge d'instance de donner force exécutoire à ce constat.

Le fauteur de bruit peut refuser la conciliation, dans ce cas il faut s'adresser au commissariat central de l'arrondissement qui va venir constater la nuisance. Il peut alors dresser un procès verbal.

- la phase judiciaire : Enfin, une troisième phase est possible :

. *la procédure pénale* (initiée par le tribunal de police) avec la possibilité de sanction sous la forme d'amendes à l'auteur de bruit et de dommages et intérêts pour la victime qui se porte partie civile

. *la procédure civile* qui permet aux tribunaux civils (Tribunal d'Instance et de Grande Instance) d'ordonner la cessation du trouble et le versement de dommages-intérêts.

La commission cadre de vie du conseil de quartier peut intervenir dans une stratégie d'information et de sensibilisation sur les possibilités notamment de règlement des litiges liés au bruit. Elle a recensé les différentes institutions qui interviennent dans ces domaines et analysé les outils qu'elles proposent.

Il est apparu que la priorité était donnée aux brochures spécialisées par types de bruits, mais que la sensibilisation au bruit pourrait être améliorée en faisant notamment une action pédagogique concernant une approche de l'ensemble du bruit, de ses méfaits sur la santé, de l'aspect physiologique du bruit (organe « oreille », du son au bruit...).

Louis Aumont remercie Yves Auneau pour son travail et sa présentation. Il explique que le problème du bruit concerne tout l'arrondissement. Il serait donc pertinent de travailler avec les autres conseils de quartier, notamment pour créer un document commun.

Henri Colomb signale que certaines commissions des conseils de quartier du XIème travaillent déjà sur les questions de nuisances. Il serait intéressant que la mairie organise une journée mêlant débats et stands.

Louis Aumont explique que la commission a organisé par ailleurs une marche exploratoire sur la propreté le 1^{er} mars avec des habitants. Le quartier a été divisé en 20 secteurs. Certains habitants peuvent se porter volontaires pour quadriller un secteur et relever les problèmes de propreté, de déplacement, ... Un rapport pourrait être réalisé sur ces explorations et envoyé aux services de la ville de Paris.

Maïté Errecart informe que le conseil de quartier est toujours associé au service de propreté de la ville pour un suivi de l'état des rues dans le cadre du Contrat Local de Propreté.

Louis Aumont confirme cette information et précise que les démarches de la commission en sont complémentaires. Celle-ci sera, comme chaque année, associée à la campagne de propreté sur le XIème arrondissement du 31 mars au 6 avril, en particulier sur des stands d'information.

D'autre part, le XIème arrondissement expérimente un pigeonnier contraceptif afin d'éviter la concentration de ces oiseaux. Situé devant le square de la Roquette, il sera inauguré le 13 mars.

Maïté Errecart ajoute que le pigeonnier permettra aussi de concentrer les fientes à l'intérieur et non sur l'espace public et surtout de maîtriser la reproduction des pigeons. Ceux-ci vont y nicher, y pondre et certains oeufs seront détruits.

Sandrine Blaizot, collaboratrice du maire du XIème, invite les intéressés à venir assister à la séance plénière du conseil de quartier Léon Blum / Folie Régnauld le 27 mars à 19 heures à l'école du 29 rue Servan, où les services de la ville viendront présenter le pigeonnier.

Louis Aumont conclut en disant que la commission se penchera sur les effets de cette expérience.

IV/ Informations diverses

Pascal Buguet, conseiller de quartier, revient sur la concertation autour des emplacements de vélos en libre service prévus sur Paris et le XI^{ème} arrondissement. 21 000 vélos seront mis à disposition des parisiens moyennant une participation (gratuit la première demi-heure puis 1 euro l'heure,...).

Ce sont des vélos de loisirs et non équipés pour du sport. De plus certains quartiers en hauteur (Buttes-Chaumont, Ménilmontant) risquent d'être moins alimentés car les cyclistes y monteront difficilement.

Hervé Morel, adjoint au maire du 11^{ème} arrondissement chargé des conseils de quartier, répond que la société en charge de la location devra veiller à ce que chaque station ait toujours des vélos disponibles.

Pascal Buguet ajoute que la plupart des emplacements choisis se situeront à proximité des stations de métro. Le maire du XI^{ème} arrondissement avait souligné lors d'une précédente séance plénière la nécessaire coordination des différents moyens de transport.

Pascal Buguet émet cependant des réserves sur les deux emplacements à l'angle des boulevards Richard Lenoir et Voltaire qu'il juge inutiles. Une station vélo suffirait.

D'autre part, il est précisé par les services de la ville de Paris que 6 000 personnes par jour se déplacent à l'angle du boulevard Voltaire et la place de la Nation. Il y en a plus en fait. Les places de la Nation, de la Bastille et de la République, lieux de passage ainsi que les établissements scolaires devront en effet être bien alimentées en vélos.

Une question cependant : à Paris, entre 2001 et 2007, les déplacements à vélos sont passés de 1 à 1,4. A Lyon, où le système que la ville de Paris expérimente est déjà en place, les déplacements ont-ils aussi connu un essor ?

Certains propriétaires de vélos seront tentés d'utiliser les vélos en libre service. Il y aura-t-il de nouveaux cyclistes ?

Hervé Morel répond que la mise en place du système a poussé les lyonnais à utiliser, louer ou acheter des vélos.

Jean Tarade ajoute que l'utilisation de bicyclettes a été multipliée par 4 à Lyon.

Pascal Buguet se demande si ce chiffre concerne les vélos personnels ou de prêt. Il espère que cela dynamisera encore plus les commerces de vente/réparation de vélo qui se développent dans la ville.

Maïté Errecart explique que le développement du vélo dans Paris est d'autant plus utile que la distance moyenne des déplacements est de 3 km. La capitale va à son tour expérimenter le système et répondre en le faisant aux nombreuses interrogations qu'il soulève.

Louis Aumont ajoute que le quartier République / Saint-Ambroise accueillera 15 sites de vélos en libre service, 45 pour tout l'arrondissement (15-20 vélos par site).

6. **Budget** : propositions, débats et décisions sur les investissements du conseil de quartier

Louis Aumont explique que le conseil de quartier dispose d'un budget d'investissement de 8 264€ par an. Celui-ci étant peu utilisé, certains reliquats des années précédentes ont été perdus et reversés sur d'autres budgets. Les propositions des habitants sont donc les bienvenues.

Il signale par ailleurs que le conseil de quartier avait demandé l'installation d'une table de ping pong square Jules Ferry. Celle-ci a été posée et financée par les services de la ville de Paris. Le conseil souhaite en voir deux autres. Avec l'achat de matériel associé (raquettes, balles), il serait possible d'organiser un tournoi.

D'autre part, le conseil a reçu une demande d'un parent d'élève de l'école Saint-Sébastien d'équiper le square du Bataclan de jeux pour enfants. Il est proposé à ce parent de réfléchir avec d'autres sur une proposition à soumettre au conseil de quartier.

Il rappelle en outre que le conseil de quartier dispose aussi d'un budget de fonctionnement (3 306€ par an). 1 800€ euros vont déjà à la réalisation du journal de quartier Voltaire-Lenoir (2 numéros par an). Entre les fêtes et les animations, ce budget s'avère très limité. La prochaine mandature permettra peut être de l'accroître.

Il est en outre proposé une dépense de 3 000€ pour la consigne des sans logis.

Pascal Buguet demande quel est le montant exact des coûts d'installation des tables de ping pong. Il faut un devis précis.

Maité Errecart revient sur la consigne pour les sans-logis en disant que les autres conseils de quartier ne se sont pas encore exprimés. C'est donc un vote de principe.

Par ailleurs, les tables de jeux coûteraient 1 000€ pièce et la mairie payera la pose.

Catherine Habib demande si cela ne va pas trop faire de tables sur le boulevard. Il faudrait varier les jeux installés.

Louis Aumont répond qu'elles seront bien utilisées.

Thérèse Tranchessec ajoute que des habitants ont suggéré l'installation de tables pour les dames ou les échecs.

Sheila Steuermann, conseillère de quartier, explique qu'il y a des tables d'échecs au square Trousseau. Les gens ramènent leurs pièces pour jouer ou mangent sur les tables.

M. Mercier, membre de l'Office du mouvement Sportif de la mairie du XIème, explique que la mairie peut aider le conseil de quartier dans des projets sportifs.

Gérard Tissier, conseiller du quartier Léon Blum / Folie Régnauld, signale qu'il a assisté à une réunion sur les investissements entre les membres des bureaux des conseils et la mairie du XIème arrondissement le 30 janvier dernier. Le fait que les conseils de quartier n'utilisent que très peu leur budget d'investissement ne vient pas du manque d'idées de dépense mais de la définition même du budget. Celui-ci est englobé dans le budget du XIème arrondissement, dénommé « état spécial ». Ce budget d'investissement doit-il servir à créer un processus participatif dans lequel des décisions de dépenses relevant de la mairie locale, peuvent être appréciées et appropriées par les conseils de quartier, ou appuyer un levier de la démocratie participative, symbolisé par les conseils, dans une logique plus immatérielle ? La prochaine

mandature devra se pencher sur ce problème. L'achat d'expertise, de formations, d'outils de communication, l'aide aux associations devraient être possible.

Emmanuel Chansou, conseiller de quartier, ajoute qu'il n'était en effet pas possible que le conseil de quartier paye l'inscription en Préfecture de l'association du jardin Truillot. Les conseils de quartier devraient pouvoir aider, subventionner les associations, notamment quand celles-ci portent un projet des conseils.

Sandrine Blaizot précise que la loi interdit aux mairies d'arrondissements et donc aux conseils de quartier de subventionner des associations. Aider financièrement une association en payant par exemple son inscription à la Préfecture reviendrait à une « subvention déguisée ».

Marc Claramunt, conseiller de quartier, souhaite que les conseillers soutiennent par un vote, les projets du conseil.

Louis Aumont met aux voix le budget suivant :

- 3 000 € pour 2 tables de ping pong et 1 table d'échec (avec le matériel)
- 3 000 € pour la consigne des sans-logis (casiers et machine à laver)
- 200 € pour une imprimante

16 Pour, 1 Contre ; le budget est adopté à la majorité

Louis Aumont et Maïté Errecart remercient tous les participants

Un pot convivial clôt la séance.

Annexe 1 : « Vœu sur l'intégration de la Commission Urbanisme au Groupe de Travail Local de la SEMAEST (Société d'Economie Mixte d'Aménagement de l'Est parisien) »

Considérant qu'il y a sur le périmètre du Conseil de Quartier République – Saint-Ambroise des secteurs concernés par la Convention Publique d'Aménagement et de développement économique entre la Ville de Paris et la SEMAEST,

Vu que dans le cadre de cette convention, la SEMAEST a pour mission de « racheter des locaux en rez-de-chaussée pour y implanter des activités et des commerces utiles aux riverains » afin de favoriser l'essor de la diversité commerciale

Le Conseil de quartier République Saint-Ambroise, réuni en son assemblée plénière du 5 mars 2007, souhaite que la commission Développement économique / Urbanisme:

- *participe au Groupe de Travail Local qui fait le point sur la situation d'avancement et de mise en œuvre de la convention.*
- *puisse être force de proposition dans le choix de la nature des commerces réimplantés.*
- *puisse participer à l'élaboration d'une véritable stratégie de location des locaux commerciaux cohérente avec les commerces existants et les besoins du quartier*
- *soit tenue informée des activités de la SEMAEST qui se tiendraient sur le quartier Ternaux-Jacquart et plus largement sur le périmètre du conseil de quartier.*